

Déclaration de S.E. M. Nicolas de Rivière, Représentant Permanent de la France auprès des Nations-Unis au Forum du Partenariat

New York, mercredi 2 février 2022.

- Monsieur le Président, chers collègues, je prononce cette déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres, la France assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne au cours de ce semestre.
- La Turquie, la République de Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie se rallient à cette déclaration.
- L'UE et ses États membres soutiennent fermement une participation accrue de toutes les parties prenantes, notamment les groupes de femmes et les représentants des droits de l'homme, le secteur privé et le monde universitaire dans toutes les sphères d'activité de l'ECOSOC. Nous félicitons le Forum de partenariat pour avoir permis cela.
- La crise multidimensionnelle provoquée par la pandémie de Covid-19 se poursuit plus de deux ans après son déclenchement. Son impact considérable, qui touche les trois dimensions du développement durable, a exacerbé les vulnérabilités dans le monde entier et menace les gains durement acquis dans la mise en œuvre des ODD.
- Ces graves revers sont très préoccupants pour la communauté internationale et mettent clairement en évidence la nécessité d'un système multilatéral plus fort, capable de s'attaquer aux problèmes mondiaux de manière efficace et coordonnée. En cette période cruciale, l'Agenda 2030 est plus que jamais notre feuille de route collective pour parvenir à une relance mondiale durable, inclusive, résiliente et juste.
- Le plus urgent pour nous est de mettre fin à la fracture vaccinale mondiale et de garantir un accès équitable à des vaccins de qualité, sûrs et abordables dans le monde entier. Personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas.
- Nous devons soutenir le multilatéralisme sanitaire et réaffirmer le rôle central de l'OMS. Nous soutenons pleinement l'initiative ACT-A, que le G20, dont plusieurs États membres de l'UE, a lancée avec l'OMS et la Commission européenne en avril 2020, pour favoriser le développement, la production et

l'accès équitable et universel aux produits et outils de santé pour lutter contre le COVID-19.

- Son pilier vaccins, COVAX, s'efforce d'assurer une distribution équitable de vaccins sûrs et efficaces à administrer conformément aux recommandations de l'OMS. L'UE et ses États membres, agissant en tant qu'équipe Europe, sont le principal donateur de COVAX, avec un total de 3,7 milliards d'euros en 2020-2021. L'accès mondial aux vaccins et le renforcement des systèmes de santé à long terme seront au cœur du prochain sommet Union européenne-Union africaine qui se tiendra à Bruxelles les 17 et 18 février.

- Afin de tenir notre promesse collective de "ne laisser personne de côté", le système multilatéral doit avant tout répondre aux besoins des pays les moins avancés, qui ont souffert de manière disproportionnée de la pandémie et sont les plus éloignés des ODD. Le nouveau programme d'action de Doha, qui doit être approuvé sous peu, constituera une étape importante dans la concrétisation de l'engagement de la communauté internationale à atteindre en premier lieu les pays les plus défavorisés.

- Dans notre course pour atteindre les ODD d'ici 2030, la question du financement durable doit rester au centre de notre attention, dans le cadre fixé par le programme d'action d'Addis-Abeba et ses processus de suivi, notamment le Forum sur le financement du développement.

- La crise a souligné la nécessité de renforcer la coopération entre les Nations unies, les autres organisations multilatérales et les initiatives pertinentes du G20 afin de garantir une réponse multilatérale efficace. L'initiative de suspension du service de la dette prévue de mai 2020 à décembre 2021, la mise en œuvre en cours du cadre commun pour les traitements de la dette et l'allocation générale de 650 milliards de dollars de DTS émise en août dernier par le FMI sont autant d'éléments clés de cette réponse collective.

- Nous rappelons que l'APD, dont l'UE est le premier fournisseur mondial, a été la seule source stable et résiliente de financement externe durant la crise. Elle reste cruciale pour le financement du développement durable, notamment dans les pays les plus vulnérables. À long terme, pour mieux reconstruire, il faudra mobiliser d'autres sources de financement en veillant à ce qu'elles soient alignées sur les ODD. À cet égard, le secteur privé a un rôle clé à jouer, et des normes claires doivent être définies pour éviter le SDG-washing.

- En conclusion, les biens publics mondiaux nécessitant une action coordonnée de toutes les parties prenantes, l'ECOSOC joue un rôle clé dans la facilitation de la coopération multilatérale en matière de développement durable et nous soutenons fermement son alignement sur l'Agenda 2030.

- Nous attendons avec impatience le Forum politique de haut niveau qui se tiendra cette année sous les auspices de l'ECOSOC et qui nous permettra de faire le point sur les progrès accomplis en vue d'une reprise durable et de discuter du chemin qui reste à parcourir pour réaliser tous les ODD, en particulier les ODD 4, 5, 14, 15 et 17.

- Nous restons déterminés à assumer pleinement notre rôle dans la protection des biens publics mondiaux et la réalisation de l'Agenda 2030.